

STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 12 JUIN 2026

Carol Schleif, CFA, SASB-FSA
Stratège en chef du marché

Les faits – Partie I – Chaos sur le marché

« Ne faites pas confiance aux modèles de risque des marchés financiers. Certains analystes aiment modéliser les marchés financiers au moyen de calculs complexes, mais les marchés sont régis par la science du comportement, et non par la science physique. »

- Seth Klarman

Le fil conducteur : Ces derniers jours, nous avons passé beaucoup de temps à discuter avec des clients et nos collègues pour prendre le pouls du terrain. (Faire des pronostics sans quitter son bureau est tentant, mais il est beaucoup plus instructif de recueillir les impressions directement des personnes concernées.) Au lieu de l'optimisme auquel on aurait pu s'attendre après deux mois de hausse constante des marchés et de robustesse des données fondamentales de l'économie, nous avons constaté une inquiétude généralisée à l'égard de divers enjeux. Les facteurs sont trop nombreux pour tous les aborder en une fois. Cette semaine, nous traiterons des craintes les plus vives que suscitent les marchés boursiers.

Des marchés en Teflon

Au cours des derniers mois, nous avons souvent évoqué la résilience des entreprises, de la consommation et des marchés. Les marchés boursiers mondiaux se sont rapidement redressés après le repli du début de mars causé par le conflit au Moyen-Orient et la fermeture effective du détroit d'Ormuz. Cependant, un revirement s'est produit ces derniers jours, soulevant des questions lancinantes.

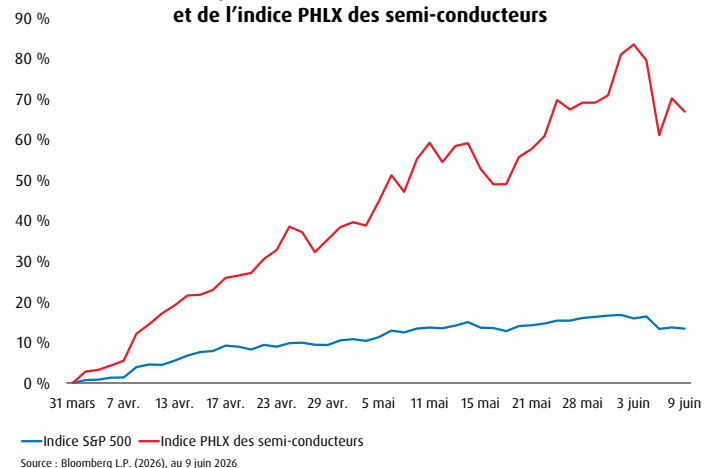
Q. : Quelles sont les causes de la récente volatilité des marchés? Celle-ci annonce-t-elle un changement durable de la trajectoire et des données fondamentales?

R. : Les variations intrajournalières, surtout lorsqu'elles sont fortes, sont rarement attribuables aux données fondamentales à long terme. De telles fluctuations découlent plutôt de facteurs émotionnels et de réactions nerveuses. Les reculs récents surviennent après neuf semaines de progression constante de l'ensemble des marchés et de gains encore plus importants dans le segment des fabricants de puces (graphique). Comme la période de publication des résultats est terminée et qu'il n'y a plus guère de données fondamentales sur lesquelles tourner son attention, les négociateurs ont trouvé une occasion raisonnable d'encaisser des bénéfices. Il est également probable que des fonds soient amassés en prévision des premiers appels publics à l'épargne (PAPE) à venir, notamment celui de SpaceX, prévu le 12 juin. Les investisseurs institutionnels devront probablement procéder à un rééquilibrage dès la semaine prochaine, y compris dans les portefeuilles indiciels ou à gestion passive (qui reproduisent le marché), puisque certains fournisseurs d'indices comptent inclure rapidement SpaceX dans leurs mesures.

Q. : Les marchés ont atteint des sommets records malgré le fragile cessez-le-feu, la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt, et la flambée des prix du pétrole. Les investisseurs ont-ils laissé la peur de manquer une occasion nourrir leur optimisme?

R. : Les deux mois de gains boursiers constants, sans repli, nous ont un peu surpris, même si la période de publication des résultats a soutenu l'ascension des marchés. Un certain nombre de facteurs ont assurément alimenté la demande, notamment la stabilité des données économiques

Rendement depuis le début du trimestre de l'indice S&P 500 et de l'indice PHLX des semi-conducteurs

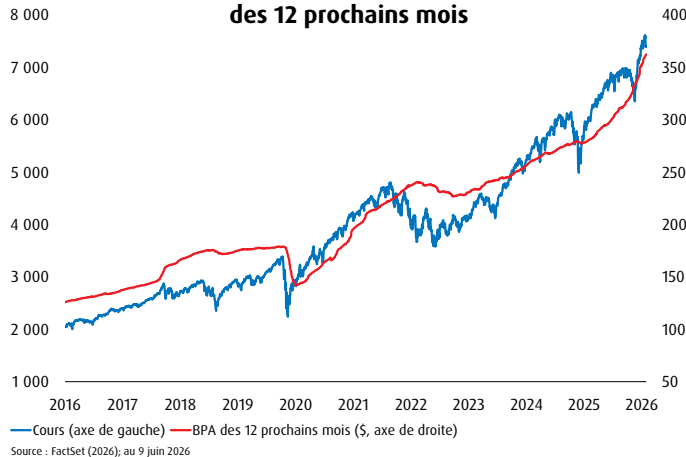


appuyée par la réorganisation des chaînes d'approvisionnement, des circuits de distribution et des processus technologiques, et les investissements dans les infrastructures nécessaires à la nouvelle économie.

Q. : Que pensez-vous des valorisations?

R. : Les valorisations (représentées par le ratio cours/bénéfices prévisionnels) sont élevées, mais c'est le cas depuis un certain temps. Les valorisations en elles-mêmes sont de mauvais indicateurs de la direction du marché et peuvent rester surévaluées ou sous-évaluées pendant de nombreux trimestres, et même plus longtemps. Compte tenu de la vigueur surprenante des résultats qui viennent d'être publiés, les valorisations globales sont moins excessives qu'on pourrait le croire. En fait, elles sont comparables à ce qu'elles étaient il y a 12 mois. Par exemple, pour la période de publication des résultats du premier trimestre, la croissance globale des bénéfices des sociétés de l'indice S&P 500 a dépassé 28 % et les onze sous-secteurs ont presque tous affiché la même robustesse (graphique).

S&P 500 – Cours par rapport au BPA des 12 prochains mois



Cela dit, si les marchés faisaient du surplace pendant quelques mois, les investisseurs pourraient s'habituer aux nouveaux niveaux. Les moteurs fondamentaux de l'économie demeurent en grande partie intacts, même si (comme tout le monde) nous surveillons de près les prix du pétrole et l'inflation (et leur éventuelle propagation durable aux prix à la consommation).

Q. : Quel est votre avis sur les PAPE importants à venir? Pourrions-nous ENFIN assister à une remontée de l'activité de PAPE?

R. : Le premier des trois méga-PAPE prévus (SpaceX) devrait commencer au moment où vous lirez cet article. La demande semble particulièrement robuste (au moment d'écrire ces lignes, les demandes de participation sont plus de quatre fois supérieures au nombre d'actions qui devraient être vendues¹). On ignore comment l'action se comportera immédiatement après le lancement, car une foule de facteurs uniques entrent en jeu : la taille, la structure de propriété (regroupement de plus des trois quarts des droits de vote aux mains d'une seule personne), le prix fixe initial du placement et la part importante d'actions réservées aux investisseurs particuliers. L'attrait (et la nature polarisante) du fondateur de la société, Elon Musk, pourrait également influencer la façon dont l'action se négocie dans un premier temps. Plusieurs fournisseurs d'indices (dont Russell et NASDAQ) modifient les règles afin d'accélérer l'inclusion de SpaceX dans leurs indices, pour qu'elle se fasse en quelques jours. Cela pourrait exacerber la volatilité à court terme, le temps de rééquilibrer les portefeuilles en conséquence. Toutefois, la volatilité devrait rapidement se dissiper une fois que les portefeuilles seront repositionnés et que les investisseurs recentreront leur attention sur les données fondamentales.

Dans l'ensemble, nous ne savons pas quel signal ce PAPE précis enverra aux marchés (et il n'en enverra peut-être aucun) ou pour les autres PAPE à venir. Néanmoins, on espère qu'il contribuera à revigorer le marché des offres publiques en général, qui est exceptionnellement calme depuis plus de quatre ans.

Deux autres PAPE médiatisés et d'une ampleur inégale, Anthropic et OpenAI, pourraient avoir lieu d'ici la fin de l'année.

Certains se demandent si le marché pourra absorber ces trois énormes PAPE. De récentes annonces ont attisé ces craintes : plusieurs sociétés technologiques déjà cotées en bourse (Alphabet et Meta) prévoient émettre des actions supplémentaires pour financer la construction de centres de données. Plusieurs facteurs pourraient atténuer les préoccupations liées à l'absorption. Premièrement, le « flottant » (nombre d'actions vendues au public par rapport au nombre détenu en réserve par la société et les membres fondateurs) est faible par rapport à la taille totale du marché. Deuxièmement, selon certaines estimations, les rachats d'actions (qui réduisent le nombre d'actions en circulation) sont en voie d'atteindre 1 000 milliards de dollars cette année². Les fusions et acquisitions records contribuent également à équilibrer l'afflux créé par les nouvelles émissions potentielles en retirant des actions du marché.

Le marché des PAPE stagne depuis 2021. Selon la mise à jour de milieu d'année de Bain and Company sur le secteur, 32 000 sociétés sont détenues dans des portefeuilles de capital-risque et plus de 40 % d'entre elles s'y trouvaient déjà avant la pandémie³. D'une part, cela signifie que des milliers d'entreprises endurcies par les défis attendent peut-être leur tour en coulisses. D'autre part, bon nombre de ces sociétés ont été financées à des taux d'intérêt beaucoup plus bas et leurs valorisations doivent être décortiquées avec soin. L'évolution de l'opinion des commandités suit une tendance encourageante qui semble se confirmer. Pendant des années, une bonne partie d'entre eux étaient prêts à financer des sociétés en croissance au moyen d'un nombre apparemment infini de rondes de financement privé. Cependant, on constate que la discipline opérationnelle est de plus en plus scrutée, comme c'est le cas sur les marchés publics. Ce changement d'attitude pourrait s'avérer favorable à une hausse des transactions.

Q. : Faut-il craindre une récession, compte tenu de la situation dans le détroit d'Ormuz?

R. : Le choc énergétique n'a pas le même impact en Amérique du Nord que dans le reste du monde. Alors qu'il freine la croissance économique ailleurs, les exportateurs nets d'énergie (États-Unis et Canada) s'en sortent bien. Les sources d'énergie sont également plus diversifiées dans ces deux économies que lors des chocs énergétiques précédents. Nous doutons que la situation dans le détroit provoque une récession ici. Néanmoins, nous surveillons de près la trajectoire de l'inflation, au cas où elle s'avérerait tenace et se propagerait dans le système.

Q. : Que voyez-vous de positif actuellement sur les marchés en général?

R. : De solides tendances à long terme. Le fait que les États-Unis vont définir les règles de base (ou même le jeu) pour les principaux secteurs de croissance, comme l'IA et les monnaies numériques. La création possible d'un fonds souverain technologique. La résilience des sociétés et l'adaptation des marchés. Les investisseurs en titres à revenu fixe (en particulier dans les obligations à moyen et à long terme) qui constituent un mécanisme de réaction important et qui rappellent à l'ordre ceux qui n'en font qu'à leur tête.

Q. : Selon vous, quel est le risque qui n'est pas suffisamment pris en compte par les marchés ou qui l'est trop?

R. : L'assouplissement éventuel de la réglementation des services financiers et de la protection des consommateurs. Bien qu'un tel assouplissement crée des conditions propices à la prise de risque (ce qui augmenterait le potentiel de hausse), il peut encourager une frénésie excessive. S'il va trop loin, il peut entraîner un contexte dans lequel les résultats imprévus exposent les investisseurs à des risques qu'ils n'avaient pas anticipés et contre lesquels ils n'ont guère de recours.

Répercussions pour les investisseurs

Après trois années consécutives de croissance à deux chiffres (et malgré la volatilité récente), l'année 2026 s'annonce encore robuste pour les marchés boursiers, grâce à de puissantes tendances à long terme et à la stabilité des données fondamentales de l'économie. La durée de cette hausse soulève de nombreuses questions valides, tout comme la foule de facteurs que nous surveillons de près. La volatilité devrait persister pour l'avenir prévisible. Toutefois, les esprits animaux devraient continuer de bénéficier du soutien apporté par les données fondamentales de la croissance, l'effervescence de l'innovation et de la concurrence, les politiques favorables aux fusions et acquisitions et la déréglementation.

Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, *analyste principal*

George Trapkov, *CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille*

Cette semaine

La Banque du Canada (BdC) laisse les taux inchangés – Comme prévu, la BdC a maintenu les taux directeurs à 2,25 %, en raison du ralentissement de la croissance du PIB au premier trimestre et de la stabilité soutenue du marché du travail. Au deuxième trimestre, la banque centrale prévoit un rebond de la croissance, mais une économie qui continuera probablement d'afficher une offre excédentaire. La banque continuera d'examiner l'incidence initiale des prix de l'énergie sur l'IPC, mais ne laissera pas la hausse des prix de l'énergie se transformer en inflation persistante. Le groupe Études économiques BMO s'attend toujours à ce que la BdC maintienne le statu quo jusqu'à la fin de 2026.

L'optimisme des petites entreprises aux États-Unis s'estompe – En mai, l'indice d'optimisme des petites entreprises de la National Federation of Independent Business (NFIB) a reculé de 0,6 point pour s'établir à 95,6. Le résultat a été inférieur à la moyenne à long terme et aux prévisions consensuelles de Bloomberg de 96. Les prévisions ont chuté pour un cinquième mois consécutif et se situent maintenant à leur plus bas niveau depuis octobre 2024, lorsque l'incertitude entourant les élections a paralysé la prise de décision. À l'heure actuelle, l'incertitude entourant l'économie, les obstacles inflationnistes et les pressions sur les marges continuent de peser sur la confiance des entreprises. Les volumes de ventes se sont améliorés en mai, ce qui a contribué à soutenir les bénéfices pendant le mois, mais les prévisions de ventes pour le prochain trimestre ont chuté. Le nombre net de propriétaires de petites entreprises qui ont augmenté leurs prix a atteint son plus haut niveau depuis mars 2023. Le nombre de propriétaires qui prévoient des hausses de prix au cours des trois prochains mois a atteint le niveau le plus élevé depuis juillet 2022. À l'époque, l'inflation venait de culminer à 9,1 %, son plus haut niveau en 40 ans. Les données sur les coûts de la main-d'œuvre dans le sondage de la NFIB ont atteint un nouveau sommet historique. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement sont également devenues plus répandues : 70 % des répondants au sondage ont connu un certain niveau de perturbation au cours du mois. **Les offres d'emploi et les plans d'embauche ont atteint leurs plus bas niveaux depuis mai 2020, lorsque la COVID-19 a forcé la fermeture d'entreprises et que la demande sur le marché final a dégringolé. Le pourcentage de propriétaires de petites entreprises qui prévoient effectuer des dépenses en capital au cours des six prochains mois est tombé à son plus bas niveau depuis mars 2009, lorsque l'économie était au cœur de la Grande Récession.** « L'incertitude est l'ennemi de la croissance et de l'investissement », souligne la NFIB. Le sondage donne à penser que les propriétaires de petites entreprises réagissent au contexte actuel en augmentant les prix, en réduisant les plans d'embauche et en retardant les dépenses en immobilisations.

Le point sur l'énergie à l'échelle mondiale – Au début de la guerre en Iran, de nombreux experts du marché prévoient que les prix du pétrole pourraient atteindre 150 \$ le baril. Bien que les prix physiques du marché se soient brièvement rapprochés de ce niveau, l'incidence globale sur les prix a été beaucoup moins importante à ce jour. Une offre d'environ 20 millions de barils par jour de pétrole et de produits pétroliers a initialement été touchée par la fermeture du détroit. L'Arabie saoudite a réussi à augmenter sa capacité d'exportation d'environ 5 à 5,5 millions de barils par jour en transférant cette quantité

à son port de la mer Rouge, tandis que la capacité des pipelines a permis aux Émirats arabes unis d'acheminer environ 1,5 million de barils par jour vers les marchés mondiaux par l'intermédiaire du golfe d'Oman. La société de négociation de marchandises Vitol a récemment estimé qu'une capacité d'exportation de 14 millions de barils par jour demeurait hors ligne dans le golfe. Les pays membres de l'AIE ont débloqué des réserves stratégiques de pétrole, et les États-Unis ont augmenté leur production au cours des dernières semaines pour atteindre environ 8 à 9 millions de barils par semaine. Jusqu'à présent, les changements apportés à la dynamique de l'offre et de la demande ont contribué à compenser les pertes de production des pays du golfe. On craint que ces réserves commencent à s'épuiser.

Un marché de l'emploi vigoureux au Canada – Le Canada a créé environ 88 000 emplois en mai, et il semble que l'économie tienne le coup malgré les obstacles liés au commerce et maintenant aux prix de l'énergie. Cette hausse, plus une légère augmentation (3 800) de la population active ont fait baisser le taux de chômage de 0,3 % pour s'établir à 6,6 %. Les détails ont également été assez solides; nous avons constaté des gains dans l'ensemble des secteurs et des régions. Le secteur privé est à l'origine de la majeure partie de la hausse (+56 300); les gains ont été moins importants dans le secteur public (+20 400) et celui des travailleurs autonomes (+11 200). Ce rapport devrait apaiser quelque peu les inquiétudes de la BdC à l'égard de l'économie après la publication du PIB négatif.

La semaine prochaine

Mercredi, le Federal Open Market Committee (FOMC) des États-Unis prendra une décision sur les taux et le nouveau président Kevin Warsh tiendra sa première conférence de presse. Lundi et jeudi, des données clés seront publiées sur le secteur manufacturier aux États-Unis. Jeudi, les prix à la production seront scrutés à la loupe au Canada.

Lundi 15 juin – Sondage sur la fabrication dans l'État de New York, production industrielle et utilisation de la capacité aux États-Unis | Mises en chantier et ventes du secteur manufacturier au Canada

Mardi 16 juin – Prix des importations, mises en chantier et permis de construction aux États-Unis | Achats de titres étrangers au Canada

Mercredi 17 juin – Réunion et décision sur les taux du FOMC, ventes au détail, stocks des entreprises, ventes de maisons en attente et confiance des constructeurs aux États-Unis | Indice des prix des logements neufs au Canada

Jeudi 18 juin – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi et Fed de Philadelphie aux États-Unis | IPP au Canada

Vendredi 19 juin – Rien de prévu aux États-Unis | Baromètre des entreprises de la FCEI et ventes au détail au Canada

Fiche des données au 10 juin 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 10 juin 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	7 267	-1,6 %	6,7 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	25 170	-2,1 %	8,6 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	49 919	-1,8 %	4,7 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 953	-0,2 %	15,2 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	34 151	-0,7 %	8,8 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 282	-1,4 %	6,4 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	917	-2,9 %	19,6 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		0,1 %	-0,1 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,1 %	-0,4 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,0 %	0,1 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,0 %	1,3 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		-0,1 %	0,8 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		-0,1 %	1,2 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		-0,1 %	0,9 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		-0,1 %	1,3 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'État						
	10 juin 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,55 %	4,44 %	4,32 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,49 %	3,41 %	3,47 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,93 %	4,81 %	4,91 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	3,08 %	2,94 %	3,00 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,68 %	2,66 %	2,35 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 10 juin 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	99,95	-0,1 %	1,7 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,72 \$	0,0 %	-1,6 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	61 741,58 \$	0,2 %	-29,6 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 072,31 \$	-5,9 %	-5,7 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	90,03 \$	-0,6 %	56,8 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

Définition des indices

Indices boursiers

L'**indice S&P 500^{MD}** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2500^{MD}** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière qui suit la performance d'environ 2 500 sociétés à petite et moyenne capitalisation sur le marché boursier américain.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1^{er} janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

L'investissement dans les métaux précieux comporte une plus grande fluctuation et un plus grand potentiel de pertes.

ⁱ [SpaceX IPO demand is approaching four times oversubscribed, source says | Reuters \(en anglais seulement\)](#)

ⁱⁱ [Find the Most Recent Stock Buybacks | Free Stock Buyback Tracker \(en anglais seulement\)](#)

ⁱⁱⁱ [Control the Controllable, Weather the Rest: Private Equity Midyear Report 2026 | Bain & Company \(en anglais seulement\)](#)